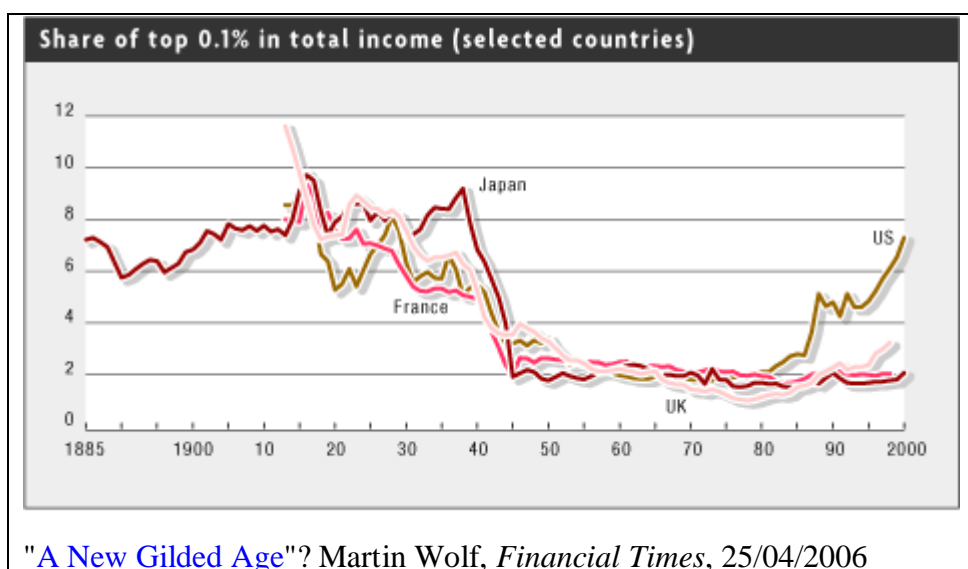


## La France n'est pas en déclin et n'a pas besoin de "réforme"

John Evans & Jérôme Guillet <sup>1</sup>

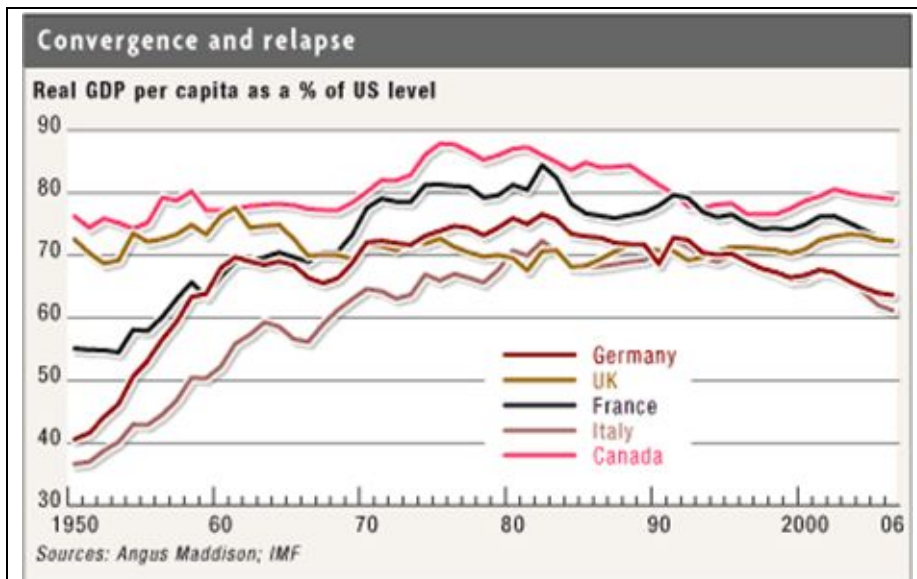
Il est bien difficile aujourd'hui de trouver, dans les médias tant nationaux qu'internationaux, un commentaire sur l'économie française où manquent les mentions obligatoires de son déclin, de la faiblesse de la croissance, ou de la persistance d'un chômage de mass, et qui ne présente pas comme une évidence l'urgente nécessité de "réformes". Entre guillemets, "réformes", car ce mot est devenu un nom de code plus ou moins explicite pour un programme à sens unique: libéralisation d'un marché du travail considéré "trop rigide" via l'assouplissement du code du travail, baisse des charges sur les entreprises, affaiblissement du contrôle de l'Etat, et, naturellement, baisse des impôts. Des travailleurs plus flexibles et moins chers seraient plus facilement embauchés, ce qui améliorerait la compétitivité des entreprises et leurs profits, sur le modèle anglais ou américain. Et évidemment les 35 heures tant décriées, cette « aberration économique », doivent être éliminées afin de remettre la France au travail. Le problème est que ce programme, qui sert bien les intérêts des actionnaires et des dirigeants d'entreprise, se base sur une description extrêmement partielle et partielle de la réalité économique.

Le leitmotiv du déclin prend généralement appui sur la croissance plus faible de la France, relativement à celle de pays comme le Royaume-Uni et les Etats-Unis, ces dernières années, et sur la baisse relative de son PIB par tête. Or cette description tronquée de la réalité ne tient pas compte de la distribution des richesses, et de l'augmentation extraordinaire de l'inégalité dans ces économies censées nous servir de modèle. En fait, toute la richesse créée dans ces pays a été captée par une tranche étroite de la population. Les revenus médians sont stagnants, alors que les revenus des 0,1% les plus riches de la population augmentent en flèche, au point d'être passés de 2% à 7% des revenus totaux en moins de vingt ans aux Etats-Unis, selon les chiffres de l'étude de [Piketty et Saez](#).



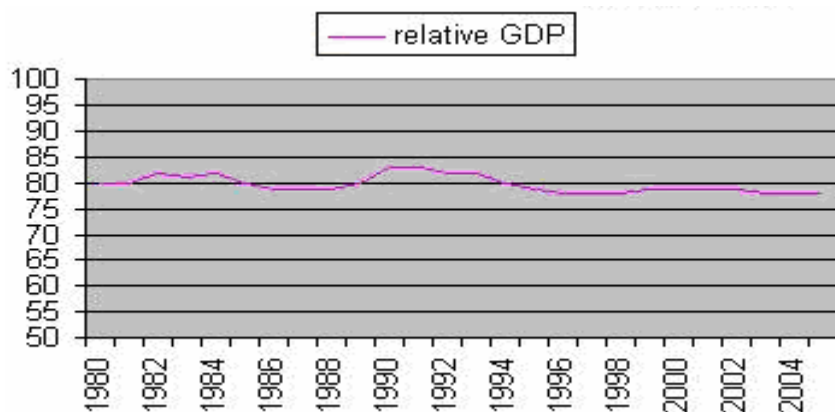
<sup>1</sup> *Le Monde* has been kind enough to decide to publish the article below, written [back in April](#), in its [edition dated September 11](#), with minimal edits, so I am reposting this today here on the front page (in the version then posted, not in the slightly modified version in *Le Monde*; for the original comment thread, go to the link above). The article mentions neither John's big role in writing and editing this article, nor my position with the European Tribune, but I guess we should be happy that the facts it contains are given a wide hearing.

Ces 5% supplémentaires captés par les plus riches sont équivalents à l'appauvrissement relatif des français (dont le PIB par tête est passé de 78% à 72% de celui des américains sur la période, en moyenne) ce qui veut dire que la croissance économique a été identique en France - pour les 99,9% les moins riches de la population....



"European corporatism needs to embrace market-led change"  
 Martin Wolf, *Financial Times*, 24/01/2007

PIB relatif France/USA



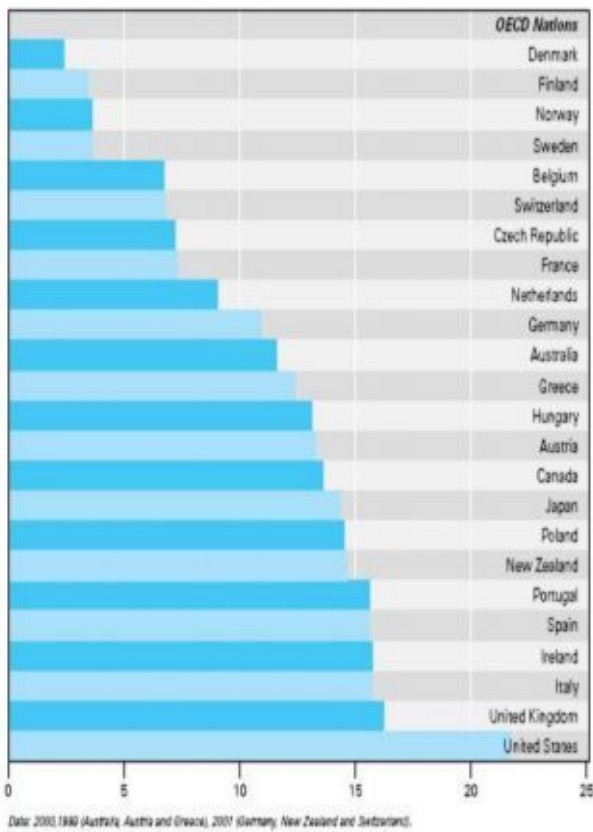
Le même graphique pour la France, excluant les 0,1% les plus riches

L'accroissement des inégalités se constate également à l'autre bout de l'échelle des revenus, où on note un taux de pauvreté infantile de 7% en France, de 16% au Royaume-Uni (le double de celui en 1979) et de 20% aux Etats-Unis (sans oublier les 15% d'Américains qui n'ont aucune couverture maladie).

Même en appliquant le seuil de pauvreté américain en valeur absolue (selon un calcul légèrement différent du précédent) il y a moins d'enfants pauvres en France (11% contre 14% - sans parler des 29% du Royaume-Uni), malgré un revenu moyen par tête de 30% plus faible.

Chose extraordinaire en temps de paix, les Etats-Unis enregistrent aujourd'hui une augmentation de leur taux de mortalité infantile. Un enfant né dans une famille pauvre de ce pays a aujourd'hui une espérance de vie de 15 ans inférieure à celle d'un enfant né dans une famille aisée.

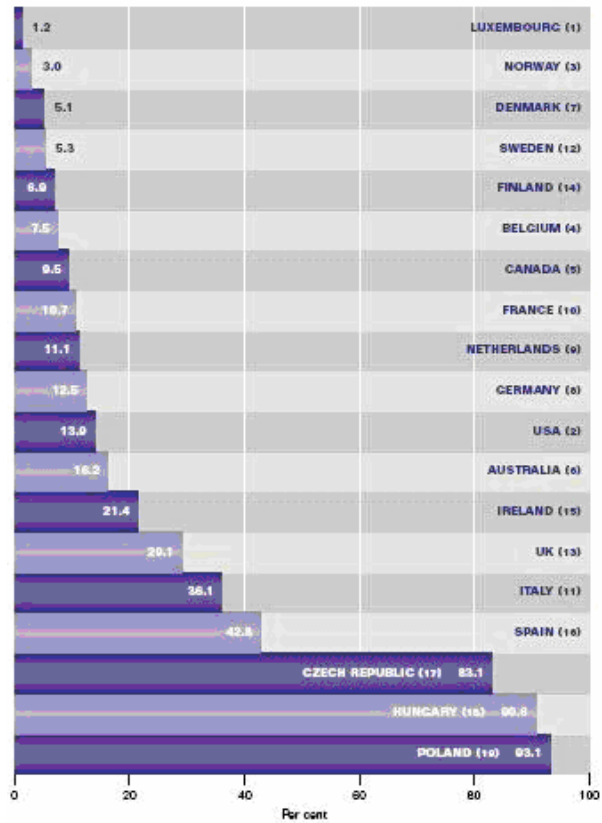
**Figure 1.1** Relative income poverty: Percentage of children (0-17 years) in households with equivalent income less than 50% of the median.



[An overview of child well-being in rich countries](#)  
UNICEF, *Innocenti Report Card 7*, 2000

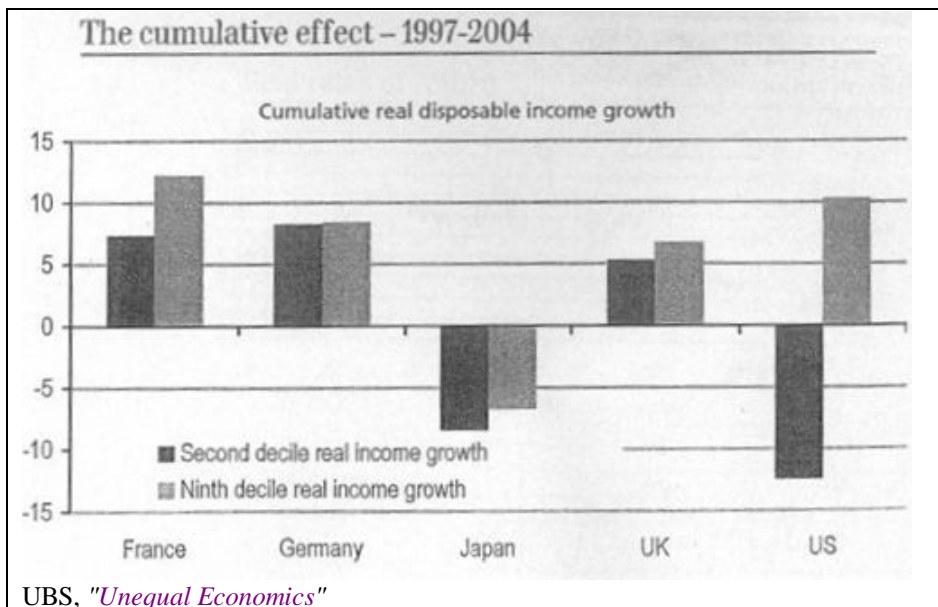
**Figure 2** 'Absolute' child poverty

The table shows the percentage of children living in households with incomes below the US official poverty line converted into national currencies (with purchasing power parity exchange rates). GNP per capita ranks are given in brackets (GNP values are in purchasing power parity terms and relate to the same years as the poverty data). The child poverty rate for the US is lower than the official figure of 12.0 per cent for the year in question, 1996. This is because the calculations in this Report Card use a wider definition of income (including Food Stamps) and a different adjustment for household size.

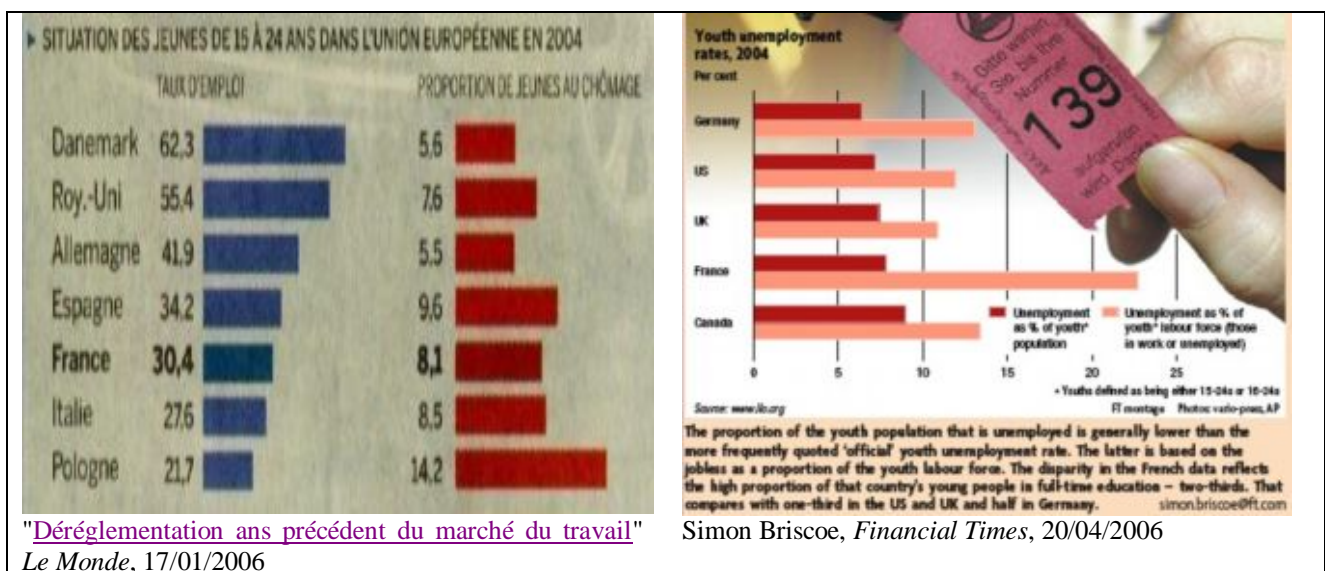


[A league Table of Child Poverty in Rich Nations](#)  
UNICEF, *Innocenti Report Card 1*, 2000

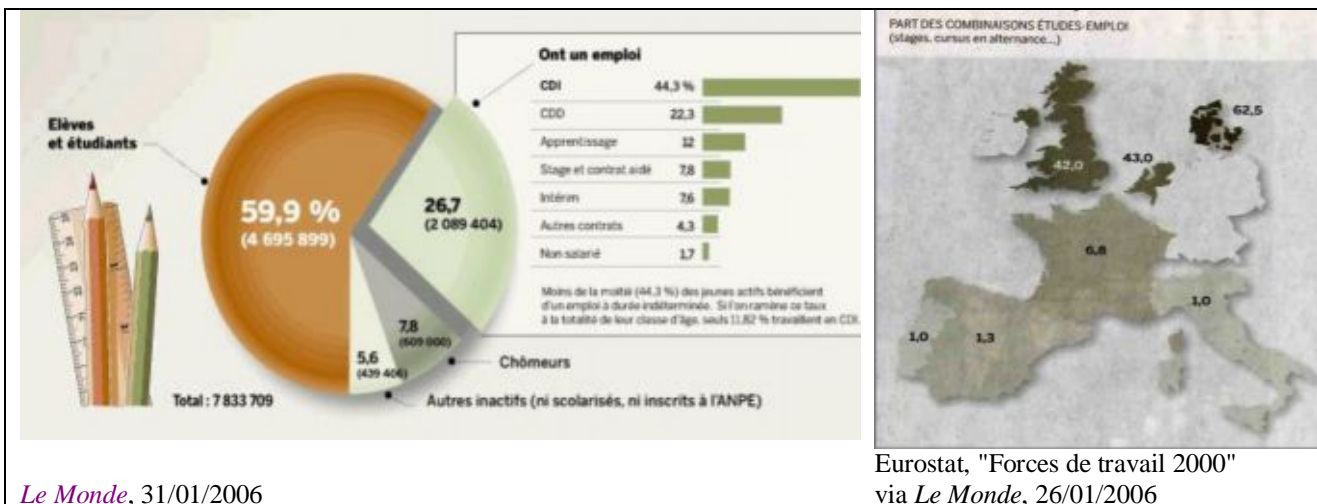
Il est compréhensible de défendre la liberté des membres les plus dynamiques de la société d'entreprendre et de bénéficier des fruits de leur travail, mais cette liberté accordée sans contrepartie s'accompagne inévitablement de fractures sociales bien plus marquées que celles connues en France. Le choix d'un niveau élevé de solidarité et de redistribution modère les revenus des plus riches, soit, mais, fait moins souvent évoqué, pas ceux des autres. Ainsi, la banque UBS a noté que le deuxième décile de revenus a connu une augmentation de son niveau de vie de 7% en France et une baisse de 12% aux Etats-Unis entre 1997 et 2004, et que le neuvième décile avait connu une augmentation de 12% en France et de 10% aux Etats-Unis. Un Français de revenu modeste ou membre des classes moyennes ou même aisées profite plus de la croissance modérée de l'économie française que son cousin américain ne profite du dynamisme de son pays.



Il semblerait donc que, sur le plan des revenus, les très riches forment le seul groupe qui bénéficie des "réformes". Mais cette conclusion ne fait-elle pas bon marché du chômage dont souffre la France? Tout dépend de ce qu'on mesure. Ainsi, parmi les hommes de 25 à 54 ans, 87,6% avaient un emploi en 2004 en France, et 87,3% aux Etats-Unis, selon les chiffres de l'OCDE. Et pourtant le taux de chômage pour cette catégorie était alors de 7,4% en France, et 4,4% aux Etats-Unis. La ligne séparant chômage d'inactivité n'est visiblement pas mise au même endroit dans chaque pays... De même, le chômage des jeunes touche 8,4% des 15-24 ans en France, contre 5,5% au Danemark, 7,6% aux Etats-Unis et 7,5% au Royaume-Uni, donc pas de quoi crier à la faillite du modèle.



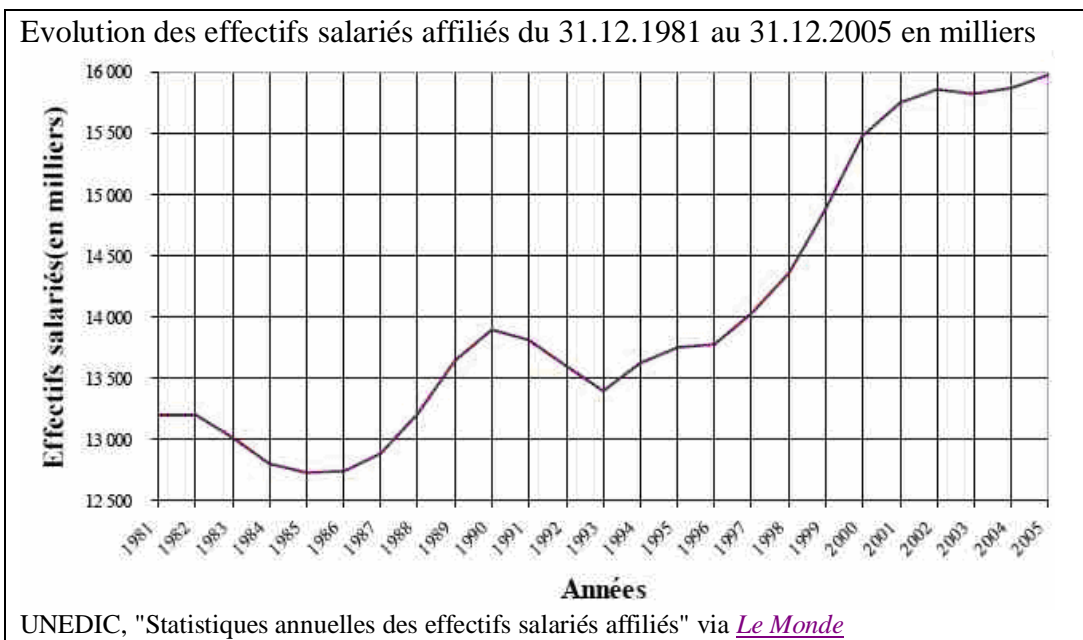
Certes, le taux de chômage est nettement plus élevé, mais cela reflète essentiellement le fait que la population active est plus étroite dans cette classe d'âge en France, notamment parce que moins de jeunes trouvent nécessaire d'occuper un emploi tout en poursuivant leurs études.



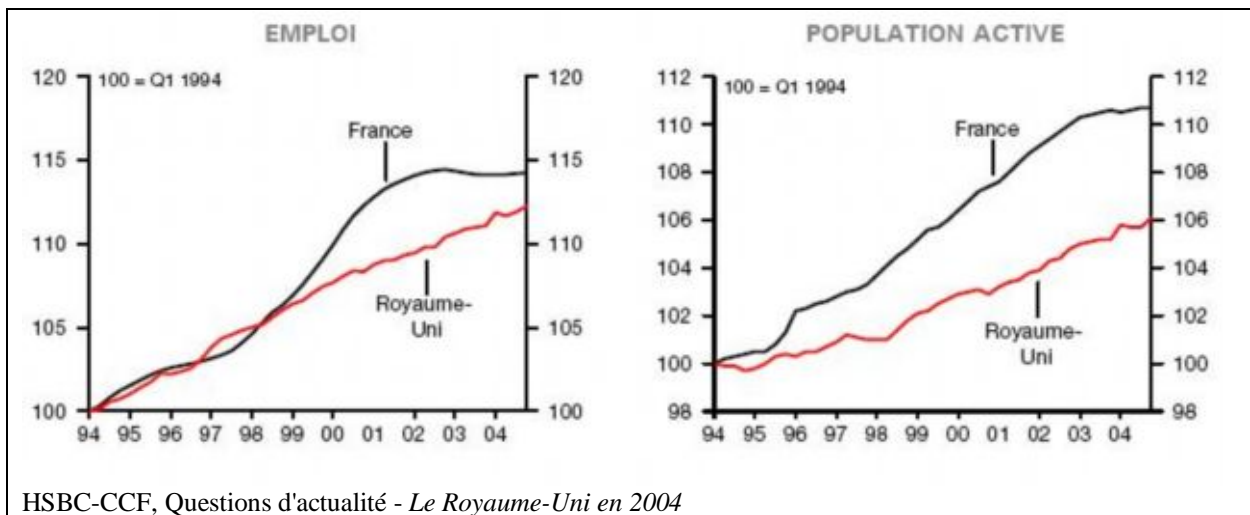
*Le Monde*, 31/01/2006

Mais les Français travaillent moins, nous dit-on. Même pas. Les travailleurs français effectuent 37,4 heures par semaine en moyenne, contre 35,6 heures au Royaume-Uni. Les employés à temps plein travaillent effectivement moins longtemps en France (40,9 heures contre 43,2 heures en 2005), mais le nombre élevé d'emplois à temps partiel baisse la moyenne britannique; le nombre d'heures totales travaillées dans le deux pays est à peu près équivalent, pour des populations similaires. Dire que les Français travaillent moins est donc tout simplement faux.

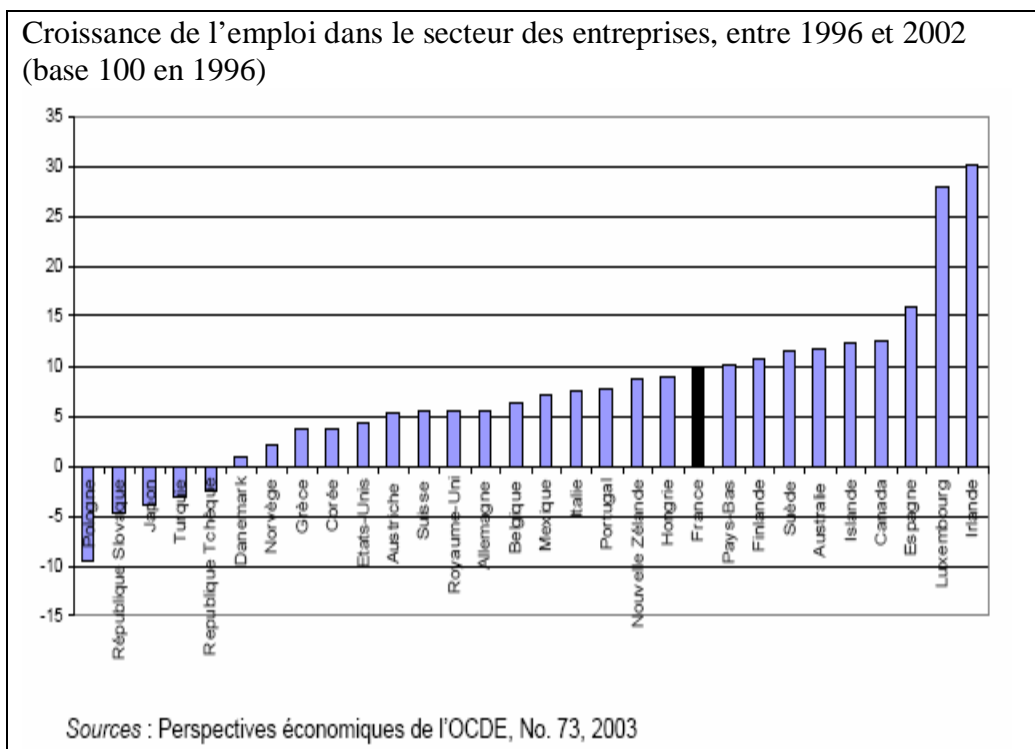
Par ailleurs, la France a créé autant d'emplois que le Royaume-Uni au cours des 10 dernières années: 2,5 millions. La seule différence est que, au Royaume-Uni, la création de postes a été très régulière, alors qu'en France, la quasi totalité de ces emplois a été créée entre 1997 et 2002, c'est-à-dire précisément au moment de la mise en place des 35 heures, et ce alors que la croissance mondiale a été plus forte ces 5 dernières années.



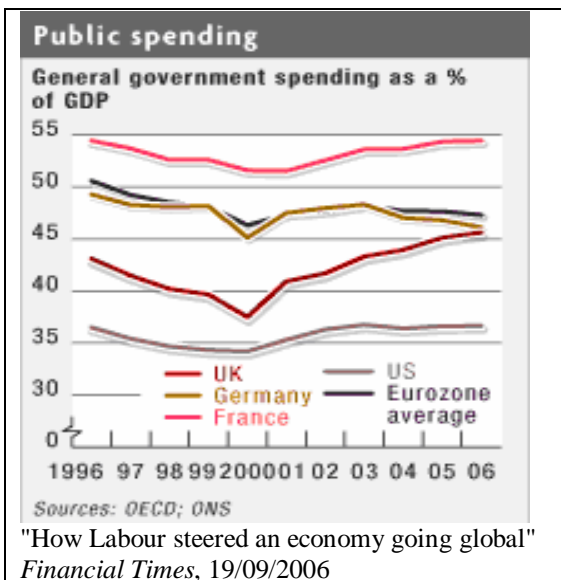




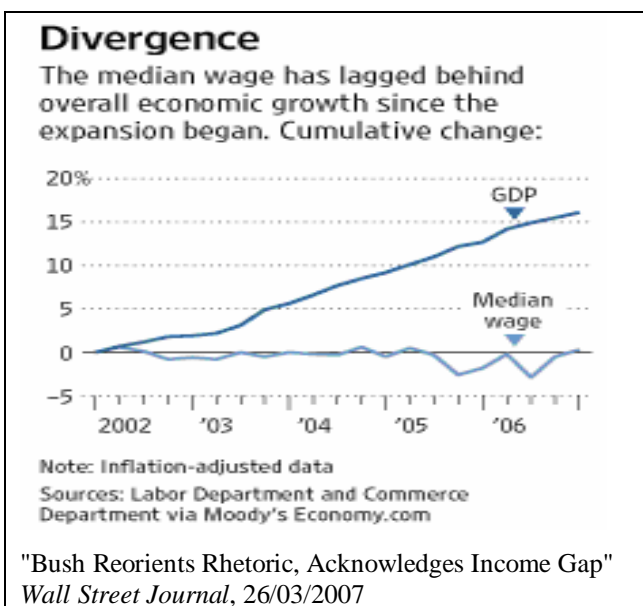
Plus remarquable encore, la France a créé plus d'emplois dans le secteur privé (+10% entre 1996 et 2002, selon l'OCDE) que le Royaume-Uni (+6%) ou les Etats-Unis (+5%). En fait, le Royaume-Uni n'a créé quasiment aucun emploi net dans le secteur privé depuis près de 5 ans, mais a bénéficié de l'augmentation très forte des emplois dans le secteur public.



Cela reflète le fait que les croissances anglaise et américaine reposent très largement sur l'augmentation de la dépense publique, qui a littéralement explosé sous Blair et Bush, passant de 38% à 45% du PIB au RU et de 34% à 37% aux EU entre 2000 et 2006. Dans le cas britannique, cette relance keynésienne (centrée sur les secteurs de l'éducation et de la santé) s'est faite grâce à l'augmentation des impôts et à la cagnotte du pétrole de la Mer du Nord, tandis que l'administration Bush a présidé (pour payer sa guerre en Iraq) à une augmentation sans précédent de la dette publique - et de la dette privée, la plupart des ménages se voyant obligés d'emprunter - sur le dos d'une bulle immobilière également sans équivalent - pour compenser la stagnation de leurs revenus. Mais dans ce cas-là, semble-t-il, il s'agit de "dynamisme". Il paraît cependant légitime de se demander quelle partie du modèle anglo-saxon nous sommes conviés à copier...



Evidemment, il ne s'agit pas de dire que tout va bien en France, ni qu'il n'y a rien à changer. Mais le mot "réforme" est maintenant porteur d'un tel agenda idéologique qu'on aurait sans doute tout à gagner à l'exclure de tout discours qui se voudrait sincère. A moins, bien entendu, que nous soyons tous déjà d'accord que l'objectif qu'il convient de fixer soit effectivement de faire baisser les revenus des travailleurs les plus modestes afin de réduire le fardeau qui pèse sur les quelques "happy few" en haut de l'échelle des revenus.



Il est tentant de se demander si le feu roulant qui tend à déprécier l'économie française provient de ceux qui ne supportent pas l'existence d'un modèle social différent, modèle qui prouverait que la "réforme" n'est pas indispensable. S'il est possible d'assurer la prospérité de presque tous en décourageant la concentration de la richesse entre quelques mains, cela élimine le principal argument des partisans du capitalisme débridé. Comme l'a dit le milliardaire Warren Buffett, les riches aux Etats-Unis mènent - et gagnent - la lutte des classes. Depuis la chute du mur de Berlin, ce vocabulaire semble décrédibilisé et désuet, ce dont certains ont su profiter. Il serait temps de noter qu'ils n'agissent pas dans l'intérêt de tous, mais uniquement dans le leur.